

Statuts de l'unité de formation Sciences de la Terre et Environnement

Vu la délibération du conseil de l'UF, adoptant les présents statuts, du 10 avril 2020.

Vu la délibération du conseil du conseil de collège, approuvant les présents statuts, du 14 mai 2020.

SOMMAIRE

Dispositions générales	3
!Fin de formule inattendue	
Article 2.Missions.....	3
Article 3.Membres de l'unité.....	3
Organisation institutionnelle	4
Article 4.Désignation du directeur de l'unité.....	4
Article 5.Compétences du directeur de l'unité	4
Article 6.Le directeur-adjoint de l'unité.....	4
Article 7.Le bureau de l'unité	4
Article 8.Composition du conseil de l'unité	4
Article 9.Compétences du conseil	5
Article 10.Les commissions de l'unité.....	5
Fonctionnement du conseil	6
Article 11.Dispositions relatives à l'élection des membres du conseil	6
Article 12.Présidence du conseil.....	6
Article 13.Convocations, ordre du jour et documents	6
Article 14.Périodicité des réunions.....	6
Article 15.Procuration	6
Article 16.Quorum des délibérations	7
Article 17.Modalités de vote	7
Article 18.Confidentialité	7
Article 19.Procès-verbaux et diffusion du contenu des délibérations.....	7
Article 20. Modalités de délibération des instances par visioconférence.....	7
Centres de ressources.....	8

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Création de l'unité de formation Sciences de la Terre et Environnement de l'université de Bordeaux

L'unité de formation Sciences de la Terre et Environnement est une composante de l'université de Bordeaux conformément à l'article L. 713-1 du code de l'éducation, rattachée au collège sciences et technologies, ci-après désignée l'unité.

Article 2. Missions

Dans les domaines qui sont les siens, l'unité a les missions suivantes :

- concevoir, organiser et assurer, au plus près de la recherche, les formations relevant des disciplines de Géosciences sensu lato des cycles licence, master et doctorat, des cursus internationaux, notamment européens, et des cursus propres à l'université qui ont l'agrément des conseils compétents,
- promouvoir l'offre de formation dispensée par l'unité de formation.
- concevoir, organiser et assurer les actions de formation continue relevant des disciplines de Géosciences et, de manière plus générale, toutes actions culturelles en relation avec ses compétences scientifiques,
- développer des relations étroites entre l'université et l'ensemble des secteurs susceptibles d'insérer professionnellement les étudiants issus de ses formations.

Article 3. Membres de l'unité

Sont membres de l'unité :

- Les enseignants-chercheurs et autres personnels enseignants assurant un minimum de 64 HETD dans les formations de l'unité,
- Les personnels BIATSS affectés au collège sciences et technologies de l'université effectuant l'ensemble de leur service au soutien des formations de l'unité,
- les personnels BIATSS affectés à une unité du département sciences et technologies et qui effectuent au moins un tiers de leur service au soutien des formations de l'unité,
- les chercheurs des EPST rattachés à un département de recherche de l'université de Bordeaux et assurant un minimum de 64h HETD dans les formations de l'unité,
- les personnels enseignants-chercheurs de l'EPHE rattachés à un laboratoire de recherche de l'université de Bordeaux et assurant un minimum de 64h HETD dans les formations de l'unité,
- les étudiants et usagers inscrits à l'université dans une formation relevant de l'unité.

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Organes de direction

Article 4. Désignation du directeur de l'unité

L'unité est administrée par un conseil et dirigée par un directeur élu par les membres élus de ce conseil parmi les enseignants et les enseignants-chercheurs de l'unité définis à l'article 3. Le directeur est élu par les membres élus de ce conseil pour une durée de cinq ans renouvelable une fois. Il peut être assisté d'un directeur-adjoint.

Article 5. Compétences du directeur de l'unité

Le directeur assure la direction de l'unité et préside son conseil. A ce titre :

Il prépare et assure l'exécution des délibérations du conseil de l'unité. Il est responsable de la gestion administrative et financière et dirige les services de l'unité.

Il représente l'unité et prend les décisions nécessaires à son fonctionnement.

Il participe au dialogue de gestion conduit par le directeur du collège sciences et technologies.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur, le directeur-adjoint est chargé de le représenter. A défaut, le directeur peut désigner celui des membres du conseil qui le représentera en cas d'absence ou d'empêchement.

En cas de vacance du poste, le directeur-adjoint, le cas échéant, assure l'intérim jusqu'à l'élection d'un nouveau directeur.

Article 6. Le directeur-adjoint de l'unité

Le directeur-adjoint est élu sur proposition du directeur, par les membres élus du conseil, pour un mandat de cinq ans. Le mandat du directeur-adjoint expire à l'échéance du mandat du directeur qui l'a proposé à l'élection. Le directeur-adjoint a pour mission d'assister le directeur sur des missions générales ou spécifiques, et de le représenter en cas d'indisponibilité.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur, le directeur-adjoint est chargé de le représenter. A défaut, le directeur peut désigner celui des membres du conseil qui le représentera en cas d'absence ou d'empêchement.

En cas de vacance du poste, le directeur-adjoint, le cas échéant, assure l'intérim jusqu'à l'élection d'un nouveau directeur.

Article 7. Le bureau de l'unité

Le bureau, présidé par le directeur de l'unité, est composé du directeur-adjoint, du responsable de la commission pédagogique et du référent administratif et financier de l'unité de formation.

Le bureau peut assister le directeur de l'unité dans la préparation des Conseils et l'élaboration de leurs comptes-rendus. Il peut aussi proposer au conseil des réponses aux différentes sollicitations, des décisions ou des avis que le conseil approuve lors de sa prochaine réunion.

Le directeur invite, compte tenu de l'ordre du jour, toute personne dont la présence lui paraît utile aux réunions du bureau de l'unité.

Le conseil de l'unité

Article 8. Composition du conseil de l'unité

Le conseil est composé de 18 membres dont :

- 12 représentants élus des personnels enseignants et enseignants-chercheurs, dont :

- 6 professeurs des universités et personnels assimilés ;
- 6 maîtres de conférences et enseignants, autres que ceux appartenant à la catégorie précédente ;
- 1 représentant des personnels BIATSS, désigné par le conseil de l'unité de formation sur proposition de son directeur.
- 3 représentants élus des étudiants,
- 2 personnalités extérieures à l'unité, désignées par le conseil de l'unité de formation sur proposition de son directeur.

Pour chaque représentant des étudiants, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire ; il ne siège qu'en l'absence de ce dernier.

S'ils ne sont pas membres du conseil de l'unité de formation, le directeur-adjoint de la composante et le référent administratif peuvent être invités à participer aux séances du conseil avec voix consultative.

Le directeur de l'unité peut, en fonction de l'ordre du jour, inviter toute personne à participer aux séances du conseil avec voix consultative.

Article 9. Compétences du conseil

Le conseil :

- adopte le budget de l'unité .
- adopte le rapport d'activité annuel et le projet d'orientation de l'unité.
- adopte ses statuts et son règlement intérieur.
- émet un avis sur les projets de convention concernant les formations de l'unité.

Le conseil peut être consulté et émettre des vœux sur :

- Les demandes de création, d'accréditation et l'amélioration continue des diplômes relevant de ses champs disciplinaires.
- Les modalités de contrôle des connaissances.
- Les appels à projets pédagogiques.
- Le profil des postes d'enseignants ou enseignants-chercheurs ouverts au recrutement, après concertation avec les structures de recherche du département sciences et technologies (et des autres départements le cas échéant) pour le volet recherche de ces profils,
- Les demandes de moyens et les profils des postes de soutien à la formation.
- Les questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des enseignants-chercheurs, des enseignants et des BIATSS, en formation restreinte correspondante de l'unité.
- L'attribution des contrats pédagogiques étudiants.
- Toute question que le directeur de l'unité, le conseil ou le directeur du collège lui soumet.

Article 10. Les commissions de l'unité

Deux commissions sont réunies plusieurs fois par an sur demande du directeur de l'unité de formation en fonction de l'ordre du jour des conseils afin de préparer ces derniers :

- **Commission pédagogique.** Elle comprend l'ensemble des enseignants-chercheurs, enseignants et personnels BIATSS intervenant en soutien à la formation. La commission traite spécifiquement des questions courantes de formation. Son responsable est nommé par le directeur. Le mandat du responsable de la commission expire à l'échéance du mandat du directeur qui l'a proposé à l'élection. Le responsable de la commission pédagogique est membre du bureau de l'unité de formation.
- **Commission formation-recherche.** Sous la responsabilité du directeur de l'unité de formation, elle comprend le directeur de l'unité, le directeur-adjoint de l'unité, le responsable de la commission pédagogique et les directeurs (ou leur représentant) des laboratoires de l'Université intervenant dans les champs disciplinaires de l'unité.
- . La commission formation-recherche est réunie pour discuter des profils et proposition de classement de postes (enseignants-chercheurs, ATER...).

FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

L'unité adopte ses statuts et son règlement intérieur. Les statuts et le règlement intérieur de l'unité sont compatibles avec ceux du collège et de l'établissement.

Article 11. Dispositions relatives à l'élection des membres du conseil

Les membres du conseil, en dehors des personnalités extérieures et du directeur, sont élus au scrutin secret par collèges électoraux distincts et au suffrage direct.

Le renouvellement des mandats intervient tous les quatre ans, sauf pour les représentants des usagers, dont le mandat est de deux ans. Les membres du conseil siègent valablement jusqu'à la désignation de leurs successeurs.

L'élection s'effectue au scrutin de liste à un tour avec représentation proportionnelle au plus fort reste.

Chaque liste de candidats est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe. Les candidats sont rangés par ordre préférentiel.

En cas de vacance d'un siège, un nouveau membre est désigné pour la durée du mandat restant à courir. Pour les vacances de siège d'élus, le candidat suivant sur la liste est désigné. A défaut, un nouveau membre est élu.

Article 12. Présidence du conseil

Le conseil est présidé par le directeur de l'unité. En cas d'absence du directeur, le directeur-adjoint est chargé de présider le conseil.

Article 13. Convocations, ordre du jour et documents

Les convocations aux réunions du conseil sont envoyées par voie électronique, au moins dix jours avant la séance, accompagnées d'un projet d'ordre du jour établi par le directeur de l'unité. Cet ordre du jour est communiqué dans les mêmes délais à tous les membres de l'unité de formation. Les documents nécessaires à l'étude des questions figurant à l'ordre du jour sont diffusés aux membres du conseil au moins huit jours avant la séance.

Toutefois, à titre exceptionnel, la convocation et les documents peuvent être adressés dans un délai plus bref.

En cas de nécessité, l'ordre du jour peut être complété par le directeur, deux jours avant la séance, au plus tard. Des points peuvent être ajoutés à l'ordre du jour, en cours de séance, à l'initiative du directeur, avec l'accord de la majorité des membres présents.

Seuls les étudiants titulaires sont convoqués, à charge pour eux de se faire représenter par leur suppléant en cas d'empêchement.

Article 14. Périodicité des réunions

Un calendrier prévisionnel annuel des séances du conseil est présenté en début de chaque année universitaire.

Le conseil se réunit au moins 4 fois par an.

Il est en outre réuni de plein droit à l'initiative du directeur ou à la demande du tiers des membres en exercice. Dans ce dernier cas, ces derniers doivent indiquer au directeur, la ou les questions qu'ils désirent voir porter à l'ordre du jour et le conseil est convoqué dans le respect des dispositions du 1^{er} alinéa de l'article précédent.

Article 15. Procuration

La représentation est possible pour toutes les catégories de membres. Tout membre du conseil, en l'absence de son éventuel suppléant, peut donner mandat de le représenter à tout autre membre.

Toutefois aucun membre du conseil ne peut être porteur de plus de deux procurations en formation plénière et d'une procuration en formation restreinte.

Le mandat signé peut être scanné et envoyé par mail depuis l'adresse institutionnelle du mandant au secrétariat de l'unité de formation, ou transmis par l'un des membres présents au conseil en début de séance.

Article 16. Quorum des délibérations

Le conseil délibère valablement lorsque plus de la moitié de ses membres en exercice sont présents ou représentés. En matière budgétaire, le conseil délibère valablement si la moitié des membres en exercice est présente.

Ce quorum, constaté en début de séance à partir des signatures apposées sur la feuille d'émargement, vaut pour la durée du conseil.

Si le quorum n'est pas atteint lors d'une première réunion convoquée dans le respect des dispositions relatives aux règles de convocation, le conseil est à nouveau convoqué par le directeur dans un délai de quarante-huit heures et avec le même ordre du jour. Il peut alors valablement délibérer sans nécessité de quorum sur toute question, à l'exception de celles de nature budgétaire ou relative à l'approbation ou à la modification des statuts.

Article 17. Modalités de vote

Les votes ont lieu à main levée, sauf si un membre du conseil demande un scrutin secret.

Les votes sont acquis à la majorité simple des suffrages exprimés, sans que les abstentions, les votes blancs ou nuls ne soient pris en compte.

Les délibérations relatives à l'approbation ou à la modification des statuts sont prises à la majorité absolue des membres en exercice.

Article 18. Confidentialité

Les documents adressés aux membres du conseil et identifiés comme étant confidentiels ne sont communicables, et les débats en séances ne peuvent être rendus publics, qu'après publication du procès-verbal de la séance.

Article 19. Procès-verbaux et diffusion du contenu des délibérations

Chaque séance d'un conseil donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal sous l'autorité du président de séance.

Ce procès-verbal fait mention des membres présents et de ceux ayant donné procuration, des membres absents et des personnes invitées qui ont assisté à la séance ainsi que des votes émis par le conseil sur chaque projet de délibération.

Le projet de procès-verbal est transmis au plus vite aux membres du conseil pour approbation, au plus tard huit jours avant la séance suivante. Toutefois, à titre exceptionnel, le projet de procès-verbal peut être adressé dans un délai plus court avant la séance suivante.

Après approbation, le procès-verbal d'une séance du conseil est transmis pour information aux membres de l'unité de formation ainsi qu'au directeur du collège.

Article 20. Modalités de délibération des instances par visioconférence

Le président du conseil peut décider de le réunir par visioconférence.

Les dispositions des statuts demeurent applicables en matière de :

- Convocations, ordre du jour et documents ;
- Procurations ;
- Procès-verbaux.

Les dispositions particulières suivantes sont applicables aux délibérations à distances :

- Chaque membre doit créer un compte sur le site ou l'application dédiée au logiciel par lequel la séance est organisée, en utilisant ses prénom et nom connus par l'administration.
- Afin de garantir la confidentialité des échanges chaque membre doit se connecter via un appareil (ordinateur, tablette, téléphone) qui permette la visioconférence.
- Lorsqu'un membre titulaire du conseil est dans l'impossibilité de participer à la réunion, il informe l'administration et son suppléant qui pourra siéger à la place du titulaire, ou donne procuration, dans les conditions fixées par les statuts ou règlement intérieur de chaque organe concerné.
- Le conseil ne peut valablement délibérer sur chaque point à l'ordre du jour, que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.
- Le vote se fait à main levée, sans qu'un vote à scrutin secret ne soit possible.
- Le président demande d'abord qui souhaite voter contre le projet soumis et décompte les voix exprimées. Il fait de même pour les abstentions. Les votes en faveur du projet soumis sont décomptés du nombre de membres présents et représentés dont sont soustraits les abstentions, et les voix exprimées contre le projet.

Les échanges générés pendant la séance du conseil sont enregistrés et conservés jusqu'à l'approbation du procès-verbal par les membres du conseil.

CENTRES DE RESSOURCES

L'unité de formation Sciences de la Terre et Environnement dispose de deux centres de ressources dont les responsables sont nommés par le directeur de l'unité de formation. Le mandat des responsables des centres ressources expire à l'échéance du mandat du directeur qui l'a proposé.

- Centre de ressources en salle qui regroupe l'ensemble des locaux et matériels pédagogiques utilisés pour les enseignements en salles. Le responsable du centre de ressources assure la gestion et l'entretien courant de ces matériels pédagogiques.
- Centre de ressources terrain. Le responsable du centre de ressources terrain assure de manière transversale la coordination et la gestion des stages de terrain, afin d'en assurer l'homogénéité. Il assure la gestion du matériel pédagogique utilisé sur le terrain.